

Burgess est en faveur d'une politique nordique plus active dès le milieu des années 1880 (docs 42, 44, 46 et 47). En 1894, son point de vue obtient l'appui de Daly et du premier ministre, Sir John Thompson (docs 49, 53 et 56). En dépit de l'attitude moins enthousiaste qu'affiche le puissant contrôleur de la Police à cheval du Nord-Ouest (PCNO), Frederick White (figure 6), et son ministre, W.B. Ives (docs 50, 54 et 55), le policier Charles Constantine devient le premier représentant gouvernemental dans la région du Yukon (docs 57 et 59). Le premier geste sérieux du gouvernement en ce qui concerne le Nord survient juste à temps pour prévenir le chaos pendant la ruée vers l'or de la fin des années 1890.

En 1895, un décret du Conseil divise le Nord canadien en districts provisionnels : Ungava, Mackenzie, Yukon et Franklin (voir carte 4). Les frontières définies pour le district de Franklin font l'objet d'une revendication publique⁸ visant l'archipel tout entier, étant donné que toutes les îles connues y sont incluses. Malheureusement, les origines de ce mouvement audacieux demeurent presque entièrement inconnues. La note du ministre Daly au Conseil privé porte une référence à un dossier du ministère de l'Intérieur, le dossier 37906. Même si ce dossier existe encore, une note datée du 6 février 1897 révèle que tous les documents sur les districts du Grand Nord ont été retirés et versés dans un autre dossier, le dossier 389977, lequel a par la suite disparu⁹. Les documents restants dans le dossier 37906 concernent presque exclusivement les motifs à l'origine de la modification des frontières du district de Keewatin et d'Assiniboia. Ainsi, des facteurs politiques internes semblent avoir été la principale force motrice derrière le décret de 1895, qui traitait des districts plus anciens ainsi que des nouveaux.

Quoi qu'il en soit, la souveraineté dans le Nord était assurément une source de préoccupations à l'époque. En 1887, le géologue George Dawson (figure 1) – plus tard une figure clé des discussions relatives à la souveraineté – fait valoir que l'attribution d'un nom officiel à la région de la rivière Yukon et la délimitation de ses frontières pourraient servir à la distinguer clairement de l'Alaska dans l'esprit du public (doc. 43). Une logique analogue a peut-être été appliquée au Nord tout entier. La mesure dans laquelle le décret visait à éliminer toute possibilité de revendication des Américains à l'égard de la Terre de Grinnell devra rester matière à hypothèse.

Les problèmes relatifs aux détails du décret de 1895 ressurgissent à peine quelques mois après qu'il ait été approuvé; pourtant, la production d'un nouveau décret est retardée jusqu'à la fin de 1897. En juillet 1896, les libéraux de Wilfrid Laurier prennent le pouvoir. Malgré les pressions exercées par Burgess, le ministre de l'Intérieur par intérim, Richard Scott, ne semble pas enclin à agir dans le dossier des affaires du Nord (docs 73 et 74). La rumeur circule que les libéraux entendent démanteler la Police à cheval du Nord-Ouest, de sorte que le contrôleur

⁸ Le décret a été publié dans la *Canada Gazette*, 19 October 1895, pp. 683-685.

⁹ La disparition s'est peut-être produite avant 1904, étant donné que W.F. King ne semble pas avoir eu accès au dossier au moment de la rédaction de son rapport (voir ci-dessous).